

délégué soviétique, mais le représentant soviétique ne les a même pas examinées suffisamment. Ce dernier insistait sur le principe de la troïka pour le contrôle du bannissement des essais, principe selon lequel il y aurait un représentant de l'URSS, un représentant de l'Ouest et un représentant du monde neutre; il a encore insisté pour que la question des essais nucléaires ne soit pas discutée à la conférence, mais soit inscrite au programme d'une conférence générale sur le désarmement. Toutefois, la conférence poursuit ses travaux. L'Ouest a refusé de prendre des mesures qui y mettraient fin, ce qui est, à mon sens, très sage.

Comme il l'a fait aux Nations Unies en 1959, le Canada a présenté une résolution préconisant une meilleure signalisation des retombées, des mesures supplémentaires tendant à avertir la population mondiale des effets des radiations et de nouveaux efforts dans ce sens. La résolution a été appuyée par dix pays et finalement adoptée à l'unanimité le 21 novembre 1959. Nous avons offert d'entreprendre au Canada des essais sur des échantillons d'air, de sols, d'eaux, d'aliments et d'os prélevés dans les pays ne disposant pas des installations scientifiques nécessaires pour effectuer ces travaux. Dans l'intervalle, nous avons conclu des arrangements avec la Birmanie, la Malaisie, le Ghana et le Pakistan en vue d'inviter le Canada à effectuer ces essais. Nous avons dû à cette fin multiplier notre personnel au Canada. Nous avons élargi nos installations et maintenant tout est prêt.

A la suite de la résolution, on s'est penché davantage sur les problèmes de la radiation à l'échelle internationale. Par exemple, treize autres pays ont, comme le Canada, offert leurs installations. Ce sont le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Australie, la France, la Norvège, la Belgique, la Suède, le Danemark, le Japon, Israël, l'Union soviétique, l'Argentine et l'Italie, en plus de l'Agence internationale d'énergie atomique et de l'Organisation mondiale de la santé. Le nombre des pays membres qui fournissent aux Nations Unies des données sur les retombées a fortement augmenté. Je pense que nous pouvons être fiers des résultats de l'initiative que nous avons prise en 1959.

De plus, nous avons depuis longtemps établi très clairement que le gouvernement du Canada s'oppose aux essais nucléaires de tous genres. Nous l'avons fait pour écarter tout malentendu et pour que tous les pays connaissent exactement notre position. Il n'y a pas de raison, croyons-nous, pour que le Canada modifie sa politique.

Étant donné la situation présente, alors que l'Union soviétique effectue ses essais de la façon que l'on sait, il n'y a pas de doute que c'est elle qu'il faut blâmer de cette mesure

rétrograde. Les États-Unis viennent de dire qu'ils se proposent maintenant de procéder à des essais. En toute justice, à mon avis, chaque membre du comité conviendra avec moi que les États-Unis ne sauraient rester indéfiniment les bras croisés, pendant que les Russes, de leur côté, procéderaient à leurs essais; mais naturellement, nous regrettons que les États-Unis aient jugé nécessaire d'annoncer la reprise de leurs essais en ce moment. À cet égard, le Canada va s'efforcer de favoriser un accord interdisant ces essais. Sans doute ne sera-ce pas un objectif facile à atteindre, mais c'est le but que nous devons viser.

Ayant traité des essais nucléaires, je passe maintenant à la situation à Berlin et en Allemagne. Je suis sûr que tous les honorables membres du comité, ainsi que la population canadienne en général, se joindront à moi pour appuyer le discours non équivoque, analytique et digne d'un véritable homme d'État qu'a prononcé le premier ministre du Canada à Winnipeg le 1^{er} septembre. Je vois par les journaux que le chef de l'Opposition s'est montré d'accord avec l'attitude manifestée dans ce discours de notre premier ministre. Il serait presque superfétatoire de ma part que de tenter, aujourd'hui, de reprendre la même revue que le premier ministre à cette occasion. Je me contenterai de signaler que, depuis nombre de mois, l'Union soviétique nous prévient qu'un traité de paix sera signé avec l'Allemagne de l'Est, et il y a eu diverses menaces, n'émanant pas toutes du même côté, soit dit en passant.

Les menaces n'obtiennent pas de très bons résultats. C'est peut-être là un des points sur lesquels les dirigeants soviétiques comprennent mal les peuples de l'Occident. Les Soviétiques ne peuvent obtenir de résultats en menaçant les Canadiens, les Britanniques, le peuple américain, ni aucune autre nation de l'Ouest. On nous a déjà menacés, mais nous avons fait face à ces menaces en prenant les initiatives qui s'imposaient. C'est la raison pour laquelle nous pouvons agir dans le monde aujourd'hui. Nous ne nous laissons pas intimider par les menaces.

L'actuelle campagne électorale en Allemagne de l'Ouest tend à augmenter la confusion qui règne déjà au sujet de la situation à Berlin. Les suffrages seront déposés le 17 septembre, c'est-à-dire dans 10 jours. Le chef du principal parti d'opposition est le maire de Berlin-Ouest. Je suppose, étant donné que nous savons à quoi nous en tenir lors d'élections, on peut s'attendre à beaucoup de déclarations qui n'auraient pas été formulées, au lendemain des élections.

J'attire également l'attention sur le flot de réfugiés qui passent de l'Allemagne de l'Est en Allemagne de l'Ouest. Le phénomène est